

Fin des matinales filmées : 48 éditeur·rice·s visuel·le·s sacrifié·e·s

Choc, sidération, consternation.

C'est l'état d'esprit des éditeur·rice·s visuel·le·s après l'annonce brutale de la fin des matinales filmées du réseau ICI.

Sans concertation ni transition, Edenpress — prestataire choisi par Radio France et France Télévisions pour produire ces émissions — a informé ses équipes que le contrat ne serait pas renouvelé pour la saison 2026-2027. Conséquence directe : au 30 juin prochain, près d'une cinquantaine de salarié·e·s perdront leur emploi.

Le réseau ICI compte 44 locales, dont 41 proposent des matinales filmées (Nancy ayant été la 41e). Ce sont ces éditions quotidiennes qui disparaissent.

Un contexte budgétaire déjà sous tension

Cette décision intervient dans un climat fragile pour l'audiovisuel public.

La direction d'ICI va changer avec le départ annoncé de Céline Pigalle. Dans le même temps, France Télévisions doit absorber 150 millions d'euros d'économies en 2026.

Les éditeur·rice·s visuel·le·s estiment être les premiers à payer cette politique de réduction budgétaire. Employé·e·s sous contrat à durée déterminée d'usage (CDDU), donc déjà précaires par nature, ils deviennent les variables d'ajustement d'un budget imposé par le gouvernement.

Un mouvement de grève lancé

Face à cette décision jugée inacceptable, un mouvement de grève est lancé à compter du vendredi 13 février.

Après six années d'investissement quotidien aux côtés des journalistes, animateur·rice·s, technicien·ne·s et salarié·e·s de Radio France, les équipes refusent de disparaître à l'approche d'une séquence électorale municipale majeure.

Un premier épisode de mobilisation doit être observé immédiatement dans les stations hors vacances scolaires. D'autres actions sont prévues dans les semaines à venir.

L'enjeu dépasse les seuls 48 éditeur·rice·s visuel·le·s concerné·e·s : il s'agit également de préserver les postes des référents, des adjoints et, plus largement, de défendre la pérennisation de ces métiers et de leurs savoir-faire.

Une incohérence de fond

Officiellement, la volonté de poursuivre les matinales filmées existerait toujours. Mais comment maintenir ce format en écartant celles et ceux qui en assurent la mise en image quotidienne ?

Sous quelle forme ces émissions pourraient-elles continuer ?

Les équipes locales — journalistes et animateur·rice·s — évoquent déjà une charge de travail croissante. La production vidéo leur sera-t-elle transférée ?

À ce stade, aucune réponse claire n'a été apportée. L'impact humain, lui, est immédiat.

Des professionnels invisibles

Ils sont 48.

Quarante-huit journalistes éditeur·rice·s visuel·le·s assurant chaque matin la mise en image des matinales ICI.

Présents dans les locales, intégrés aux équipes, mais sans contrat direct avec Radio France. Leur employeur est Edenpress, société retenue par appel d'offres.

Au cœur du dispositif éditorial, mais juridiquement extérieurs.
Indispensables à l'antenne, mais administrativement absents.

Aujourd'hui, ils ont le sentiment d'avoir été rendus invisibles.